

## Chronique internationale - Allemagne<sup>1</sup>

La récente session du Conseil national du Parti Communiste Allemand (15-16 nov.) a pris des résolutions d'une grande portée. Elle a résolu les questions décisives du gouvernement ouvrier, des luttes économiques et des luttes d'impôts. Pour les dernières, étroitement connexes, le Conseil national a désigné les points précis sur lesquels l'effort ouvrier devra porter.

Le point de départ de l'action économique et politique du Parti est dans la question posée par la bourgeoisie, des charges résultant de la guerre. Qui les supportera ? Notre Parti envisage le problème avec autant d'esprit pratique que M. Stinnes<sup>2</sup>. Il n'ignore pas que les anciennes mesures fiscales ne peuvent plus suffire et qu'il faut désormais s'attaquer aux bases mêmes de l'ordre capitaliste. M. Stinnes, la haute finance, la grande industrie, réussiront-ils à spolier l'Etat et à réduire les travailleurs en esclavage ? Ou les travailleurs réussiront-ils à imposer au capital le fardeau des charges de la guerre et à mettre un frein à l'anarchie capitaliste ?

L'ensemble du prolétariat allemand n'a pas encore un état d'esprit communiste, bien que la situation objective pousse les masses vers le communisme. Nous avons arrêté le programme de revendications suivant : Saisie immédiate des valeurs-or, c'est-à-dire confiscation partielle du capital (fabriques, usines, mines, établissements de commerce, banques, etc.), et *impositions élevées* permettant de décharger les classes ouvrière et moyenne ; *contrôle ouvrier* sur toutes ces mesures.

Ne sera-ce pas substituer le capitalisme d'Etat démocratique à celui de MM. Stinnes et Thyssen<sup>3</sup> ? Il semble évident qu'une mesure aussi audacieuse ne peut être l'œuvre d'aucun gouvernement bourgeois ou de coalition. L'initiative doit en incomber au prolétariat.

Ainsi est posée la question des positions de pouvoir que doit conquérir la classe ouvrière. Le Conseil national a décidé que tant que la majorité du prolétariat demeure dans les cadres de l'Etat démocratique, le Parti n'envisagera que la formation d'un gouvernement ouvrier ou socialiste capable d'assumer l'accomplissement de ces mesures vitales pour la classe ouvrière.

Cette décision nous est dictée par la nécessité de garder nos possibilités d'action à la tête du prolétariat.

La résolution concernant la situation politique précise comme suit l'attitude du Parti à l'égard du gouvernement socialiste :

*Le devoir du Parti est également celui de la classe ouvrière, tel que le lui imposent une misère croissante et les offensives de la grande industrie. Le P. C. A. se sent étroitement attaché aux masses ouvrières demeurées en dehors de ses cadres et qui continuent leur ralliement en vue de former un front uni de lutte de classe. Le manifeste de la Confédération des Syndicats, revendiquant la saisie de la valeur-or, en opposition au programme de M. Stinnes, atteste la puissante pression des masses.*

*Le P. C. A. emploiera toutes ses forces dans la lutte qui s'annonce ainsi.*

*Une action énergique vers les buts précités ne serait possible ni sous un gouvernement Stinnes, ni sous aucun autre gouvernement de coalition avec M. Stinnes. Le P. C. A. considère comme un devoir impérieux de combattre par tous les moyens ce gouvernement éventuel en allant, s'il le faut, jusqu'à la grève générale et jusqu'à la dissolution du Reichstag.*

*L'attitude du P. C. A. en présence d'un gouvernement socialiste ou ouvrier, arrivant au pouvoir au cours des luttes parlementaires et extra-parlementaires, dépendra des circonstances politiques et du programme de ce gouvernement.*

*Le P. C. A. tient à déclarer hautement qu'il soutiendra de toutes ses forces tout gouvernement socialiste ou ouvrier résolu à poursuivre une politique vraiment prolétarienne. Le parti emploiera toutes ses forces à pousser tout gouvernement semblable dans la voie de la défense des intérêts ouvriers, ce qui doit nécessairement amener à la rupture des cadres du parlementarisme.*

*La condition première d'une pareille évolution est dans l'intensification de l'action prolétarienne extraparlamentaire qui, seule, peut réaliser le front uni des masses laborieuses.*

Désormais, les masses ouvrières savent comment elles peuvent compter sur nous. Partis et Syndicats ne pourront plus tergiverser longtemps.

1 Source : *Bulletin communiste* n° 53 (deuxième année), 1<sup>er</sup> décembre 1921.

2 Hugo Stinnes (1870-1924), capitaliste et politicien allemand.

3 Friedrich « Fritz » Thyssen (1873-1951), capitaliste allemand.

Le Conseil national a aussi précisé son attitude à l'égard de l'*Association Communiste du Travail* (groupe [Levi](#)). Quiconque est décidé à travailler honnêtement pour le communisme sera le bienvenu au sein du P. C. A. Mais les éléments désorganiseurs et centristes s'y heurtent à une barrière infranchissable. Nous sommes loin d'attribuer au groupe Levi une importance considérable ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il nuit à la bonne liaison du Parti avec les masses.

Des débats tactiques du Conseil national portèrent sur les questions de « Capitalisme d'Etat » et du « gouvernement socialiste ».

Ses travaux, en un mot, ont été conformes aux décisions des Congrès de Moscou et d'Iéna ; ils contribuèrent à détruire les légendes qui nous prêtent tour à tour un caractère « anarchiste » ou « opportuniste ». Notre Parti s'est indéniablement affermi ; il a tracé sa voie. Désormais, notre mot d'ordre sera ; « En avant, sur toute la ligne du front ! »